

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1, rue Dufay
76100 ROUEN

Rouen, le 20/06/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



LEFEBVRE ET FILS SARL

Lieu-dit La Briqueterie
76480 STE MARGUERITE SUR DUCLAIR

Références : UDRD.2022.06.CD.21.CZ.BrJ

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/05/2022 dans l'établissement LEFEBVRE ET FILS SARL implanté Lieu-dit La Briqueterie 76480 STE MARGUERITE SUR DUCLAIR. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Du 25 avril au 13 mai 2022, une opération régionale de contrôle inopiné s'est tenue en Normandie auprès d'installations classées pour la protection de l'environnement. Cette action « coup de poing - tri à la source des déchets 7 Flux » vise à s'assurer que la gestion des déchets, notamment des installations envoyant plus de 100 tonnes de déchets non dangereux à l'enfouissement ou à l'incinération par an, est conforme à la réglementation en matière de tri à la source des producteurs de certaines catégories de déchets (bois, papier/carton, verre, métaux, plastiques, fraction minérale et plâtre des déchets de construction et démolition) dont l'élimination est interdite.

Dans le cadre de cette action, le site de Lefebvre et fils a été retenu car l'exploitant a indiqué dans sa déclaration GERE au titre de l'année 2021 avoir éliminé près de 3000 t de déchets non dangereux en installations de stockage de déchets non dangereux non inertes.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LEFEBVRE ET FILS SARL
- Lieu-dit La Briqueterie 76480 STE MARGUERITE SUR DUCLAIR
- Code AIOT dans GUN : 0005801402
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Le site est autorisé, par arrêté préfectoral du 5 mars 1997, modifié par les arrêtés du 18 juin 2007 et du 200 décembre 2018, à exercer une activité de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage, de récupération de ferrailles, de regroupement, de tri et de transit de déchets non dangereux.

L'inspection s'est ainsi attachée le jour de la visite à vérifier l'obligation de tri (7 flux) à la source des déchets afin de permettre la valorisation des catégories de déchets les plus consommateurs de ressources et les plus recyclables (et non leur enfouissement), et le respect par sondage de certaines prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 5 mars 1997 modifié.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action Coup de Poing "Tri à la source des déchets 7 Flux"
- Vérification par sondage de certaines prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 mars 1997 modifié.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Le site présente de manière générale un stock très important de déchets non dangereux divers en attente de traitement avec des moyens de lutte contre un incendie sous dimensionnés au regard de la situation constatée.

Lors de la visite, l'exploitant s'est engagé auprès de l'inspection à transmettre un échéancier d'évacuation du site des déchets plastiques de type Akilux, des déchets de bois et des déchets destinés à l'enfouissement.

Après la visite, l'exploitant a transmis par courriel du 13 mai 2022 une photographie justifiant que les 2 bâches de réserve d'eau incendie (de 30 m3 chacune) situées sur une parcelle voisine sont remplies. Il a également transmis par courriel du 31 mai 2022, un extrait du registre de sécurité indiquant le contrôle des tous les extincteurs du site le 25 mai 2022.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Tri à la source des déchets 7 Flux : Attestation de valorisation	Code de l'environnement du 10/03/2016, article D. 543-284	/	Mise en demeure, déchets
Installations autorisées	AP Complémentaire du 20/12/2018, article 1	/	Mise en demeure, dépôt de dossier
Moyen de lutte contre un incendie	Arrêté Préfectoral du 18/06/2007, article 7.4.3	/	Mise en demeure, respect de prescription
collecte des effluents	Arrêté Préfectoral du 18/06/2007, article 4.3.2	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 11/07/2011, article R. 541-43 et arrêtés ministériels du 29 février 2012 et 31 mai 2021	/	<u>Demande n° 2022-06/1</u> et <u>Observation n° 2022-06/2</u>
Installations autorisées	AP Complémentaire du 20/12/2018, article 1	/	<u>Demande n° 2022-06/2</u> <u>Observation n° 2022-06/1</u>
Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 18/06/2007, article 7.2.4	/	<u>Demande n° 2022-06/3</u>

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Garanties financières	Arrêté Ministériel du 31/05/2012, article 1	/	<u>Demande n° 2022-06/4</u>

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Déclaration GERE	Arrêté Ministériel du 31/01/2012, article 4	/	<u>Observation n° 2022-06/1</u>
Contenu des bennes à destination de l'élimination	Code de l'environnement du 16/09/2021, article R.541-48-3-I	/	<u>Observation n° 2022-06/3</u>
Caractérisation des bennes à destination de l'élimination	Code de l'environnement du 16/09/2021, article R.541-48-3-IV et AM du 16/09/2021	/	<u>Observation n° 2022-06/4</u>
Justification obligations de tri avant élimination (hors SPL)	Code de l'environnement du 16/09/2021, article R.541-48-4-I	/	<u>Observation n° 2022-06/5</u>

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite aux constats, l'inspection a relevé 4 écarts réglementaires faisant l'objet d'une proposition de mise en demeure au Préfet :

Ecart réglementaire majeur n° 2022-06/1 : le fait de ne pas justifier la délivrance des attestations de valorisation aux producteurs ou détenteurs lui ayant cédé des déchets valorisables constitue une non-conformité à l'article D.543-284 du code de l'environnement.

L'inspection propose à monsieur le préfet de Seine-Maritime de mettre en demeure l'exploitant de respecter l'article D.543-284 du code de l'environnement en délivrant, dans un délai d'un mois, les attestations de valorisation aux producteurs ou détenteurs de déchets lui ayant cédé des déchets valorisables.

Écart réglementaire majeur n° 2022-06/2 : le fait d'exercer des opérations de tri, transit, regroupement :

- de DIB en mélange dont le volume (estimé à 2 000 m³) est supérieur au seuil de 1000 m³ du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2716 de la nomenclature des installations classées (ICPE),
- de déchets de bois et plastique dont le volume (estimé à 7 000 m³) est supérieur au seuil de 1 000 m³ du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2714 de la nomenclature des ICPE,

Ces deux activités doivent faire l'objet d'un enregistrement préalable.

L'inspection propose à monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant de régulariser la situation administrative de son site au titre des rubriques 2714 et 2716 :

-soit en déposant conformément à l'article 1.5.1 de l'arrêté du 5 mars 1997 modifié un porter-à-connaissance (PAC) de régularisation des installations, accompagné du Cerfa de demande d'examen au cas par cas n° 14734*03 dûment renseigné pour que l'inspection puisse statuer si cette modification est susceptible d'avoir des impacts notables sur l'environnement (et donc de relever d'une évaluation environnementale). Le PAC devra également mettre à jour les conditions d'exploitation du site et également préciser les mesures prises pour protéger les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

-soit en réduisant au régime de déclaration l'activité de tri, transit, regroupement de déchets industriels banals (DIB) en mélange (relevant de la rubrique 2716) et en procédant à leur évacuation vers les filières dûment autorisées de façon à ne pas en stocker un volume supérieur ou égal à 1000 m³ ainsi que les déchets de caoutchoucs, plastiques et de bois de façon à ne pas en stocker un volume supérieur ou égal à 1 000 m³.

Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :

- dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté de mise en demeure, l'exploitant fera connaître laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure,
- dans le cas où il opte pour la cessation de l'activité au titre de la rubrique 2716 et à l'évacuation des déchets de caoutchoucs, plastiques et bois, celles-ci devront être effectives dans les trois mois (à compter de la date de notification du présent arrêté de mise en demeure),
- dans le cas où il opte pour le dépôt de dossier de modification, celui-ci doit être réalisé dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté de mise en demeure.

Ecart réglementaire majeur n° 2022-6/3 : le fait de ne pas vérifier les extincteurs et RIA du site et de ne pas disposer d'une réserve d'eau de 180 m³ pour lutter contre un incendie constitue une non-conformité à l'article 7.4.3 de l'arrêté préfectoral du 5 mars 1997 modifié.

L'inspection propose à monsieur le préfet de Seine-Maritime de mettre en demeure l'exploitant de respecter l'article 7.4.3 de l'arrêté préfectoral du 5 mars 1997 modifié au plus tard sous un délai d'un mois en se dotant de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur.

Ecart réglementaire majeur n° 2022-6/4 : le fait de ne pas disposer d'un dispositif de collecte et traitement des eaux pluviales susceptibles d'être polluées par ruissellement sur la dalle constitue une non-conformité à l'article 4.3.2 de l'arrêté préfectoral du 5 mars 1997 modifié.

L'inspection propose à monsieur le préfet de Seine-Maritime de mettre en demeure l'exploitant de respecter l'article 4.3.2 de l'arrêté préfectoral du 5 mars 1997 modifié au plus tard dans un délai de 3 mois en installant un dispositif de traitement type débourbeur/déshuileur des eaux souillées avant rejet dans le milieu naturel.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Déclaration GERE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2012, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Prescription contrôlée : réalisation de la déclaration au titre de l'année 2021
Constats : La déclaration GERE 2021 mentionne : <ul style="list-style-type: none">- un seul flux de 9500 t de déchets réceptionnés pour un traitement en vue d'une élimination (D15). Cette déclaration est incohérente avec le registre des déchets réceptionnés en 2021. Le registre mentionne 10343 t de déchets de flux différents : DIB (6 393 t), bois, métaux, gravats, autres relevant de codes déchets et codes de traitement D/R différents qui doivent être différenciés dans la déclaration GERE des déchets admis,- 4972 t de divers flux de déchets expédiés dont 3 034 t pour enfouissement. Cette déclaration est incohérente avec le registre des déchets sortants en 2021. Le registre mentionne des flux vers des établissements de Seine-Maritime non déclarés dans GERE. Par ailleurs des flux semblent manquants au regard des flux entrants : gravats, plastiques. <ul style="list-style-type: none">- l'inspection a constaté l'usage de gravats sur la plateforme, le traitement interne de ces déchets réceptionnés doit également figurer dans la déclaration,- la valorisation de déchets de papier, carton ne peut relever d'un code élimination D14.
Observations : Observation n° 2022-6/1 : L'exploitant veillera à corriger sa déclaration GERE à compter de sa mise en révision par l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Tri à la source des déchets 7 Flux : Attestation de valorisation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/03/2016, article D. 543-284
Thème(s) : Risques chroniques, Section 18 : 7 flux
Prescription contrôlée : <p>Les exploitants d'installation mentionnés au troisième alinéa de l'article D. 543-282 délivrent chaque année, avant le 31 mars, aux producteurs ou détenteurs de déchets leur ayant cédé des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de bois, de fraction minérale et de plâtre l'année précédente une attestation mentionnant les quantités exprimées en tonnes, la nature des déchets qui leur ont été confiés l'année précédente en vue de leur valorisation et leurs destinations de valorisation finale.</p> <p>Les intermédiaires mentionnés au quatrième alinéa de l'article D. 543-282 délivrent chaque année, avant le 31 mars, aux producteurs ou détenteurs de déchets leur ayant cédé des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de bois, de fraction minérale et de plâtre l'année précédente une attestation mentionnant les quantités exprimées en tonnes, la nature des déchets qu'ils ont collectés séparément l'année précédente en vue de leur valorisation et leurs destinations de valorisation finale.</p> <p>Les attestations mentionnées aux deux alinéas précédents peuvent être délivrées par voie électronique.</p>
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter à l'inspection, le jour de la visite, les attestations annuelles de valorisation pour l'année 2021, et dont le contenu doit être conforme à l'arrêté du 18 juillet 2018 relatif à l'attestation mentionnée à l'article D. 543-284 du code de l'environnement, pour: <ul style="list-style-type: none">- les déchets de bois, cartons, plastiques, métaux qu'il a expédié en vue d'une valorisation.- les déchets de bois, cartons, plastiques, métaux qu'il a collecté en vue d'une valorisation pour ces clients. <p>Écart réglementaire majeur n° 2022-6/1 : le fait de ne pas justifier la délivrance des attestations de valorisation aux producteurs ou détenteurs lui ayant cédé des déchets valorisables constitue une non-conformité à l'article D.543-284 du code de l'environnement.</p> <p>L'inspection propose à monsieur le préfet de Seine-Maritime de mettre en demeure l'exploitant de respecter l'article D.543-284 du code de l'environnement en délivrant, dans un délai d'un mois, les attestations de valorisation aux producteurs ou détenteurs de déchets lui ayant cédé des déchets valorisables.</p>
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, déchets

Nom du point de contrôle : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/07/2011, article R. 541-43 et arrêtés ministériels du 29 février 2012 et 31 mai 2021
Thème(s) : Risques chroniques, Registre chronologique déchets
Prescription contrôlée : I.-Pour l'application du I de l'article L. 541-7, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans.
Constats : Le contenu des registres chronologiques des déchets est non conforme à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement et applicable jusqu'au 31 décembre 2021 : - le registre des déchets entrants ne comprend pas : le code de la nomenclature déchet, l'adresse de l'installation expéditrice, l'adresse du transporteur, le code du traitement qui va être effectué sur site, - le registre des déchets sortants ne comprend pas : l'adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié, l'adresse du ou des transporteurs, le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement. Demande n° 2022-06/1: L'exploitant transmettra tous les mois à l'inspection, ses registres chronologiques des entrées et sorties de déchets du site dans l'attente de la régularisation administrative du site (Cf. point de contrôle "installations autorisées").
Observations : Observation n° 2022-06/2 L'exploitant veillera à ce que le contenu de ces registres (notamment pour l'année 2022) soit conforme à l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Contenu des bennes à destination de l'élimination

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/09/2021, article R.541-48-3-I
Thème(s) : Risques chroniques, Installations de stockage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-L'interdiction d'élimination dans les installations de stockage de déchets non dangereux non inertes des déchets non-dangereux valorisables prévue au 7° de l'article L. 541-1 du code de l'environnement s'applique, à l'exclusion des ordures ménagères résiduelles régies par le III ci-après :</p> <p>1° A compter du 1^{er} janvier 2022, au chargement des bennes ou des autres contenants concernés lorsqu'il est constitué, en masse, à plus de 30 % de métal, à plus de 30 % de plastique, à plus de 30 % de verre, à plus de 30 % de bois ou à plus de 30 % de fraction minérale inerte composée de béton, de briques, de tuiles, de céramiques et de pierres ;</p> <p>2° A compter du 1^{er} janvier 2022, au chargement des bennes ou autres contenants concernés lorsqu'il est constitué, en masse, à plus de 50 % de papier, à plus de 50 % de plâtre ou à plus de 50 % de biodéchets ;</p> <p>3° A compter du 1^{er} janvier 2024, au chargement des bennes ou autres contenants concernés constitué à plus de 30 %, en masse, de biodéchets ;</p> <p>4° A compter du 1^{er} janvier 2025, au chargement des bennes ou autres contenants concernés dont le contenu est constitué à plus de 30 %, en masse, de déchets textiles ;</p> <p>5° A compter du 1^{er} janvier 2025, au chargement des bennes ou autres contenants concernés constitué à plus de 70 %, en masse, de l'ensemble des déchets mentionnés aux 1° à 4° ;</p> <p>6° A compter du 1^{er} janvier 2028, au chargement des bennes ou autres contenants concernés constitué à plus de 50 %, en masse, de l'ensemble des déchets mentionnés aux 1° à 4°.</p>
<p>Constats : L'inspection n'a pas constaté le chargement de benne à destination de l'enfouissement le jour de la visite. Toutefois, l'inspection a constaté que les déchets entreposés dans l'attente d'une élimination sont majoritairement composés d'un mélange de déchets de plastique, carton, bois, fractions minérales.</p> <p>L'inspection a constaté également le jour de la visite la réception de trois bennes de DIB qui comportent des fractions très importantes de carton, bois, gravats, plâtres, plastiques, et qui n'ont manifestement pas fait l'objet d'un tri à la source par leur producteurs initiaux. L'exploitant déclare qu'il récupère les fractions de bois, cartons, plastiques valorisables par un tri au sol et pousse le reste sur le stock de déchets à éliminer dont les déchets de plâtre.</p>
<p>Observations : Observation n° 2022-06/3:</p> <p>L'exploitant veillera à ce que les bennes ou autres contenants destinés à l'enfouissement, ne contiennent pas en masse, plus de 30 % de métal, 30 % de plastique, 30 % de bois, 30 % de fraction minérale inerte composée de béton, de briques, de tuiles, de céramiques et de pierres et/ou 50 % de plâtre.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Caractérisation des bennes à destination de l'élimination

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/09/2021, article R.541-48-3-IV et AM du 16/09/2021
Thème(s) : Risques chroniques, Installations de stockage
Prescription contrôlée : 1° Un rapport annuel de caractérisation des déchets apportés dans l'installation dont la réalisation incombe au producteur des déchets ou à défaut leur détenteur. Cette tâche peut être confiée à l'exploitant de l'installation ou à un laboratoire s'ils disposent des compétences techniques requises. L'arrêté mentionné ci-après peut prévoir une fréquence de rapport de caractérisation différente, si les caractéristiques des déchets concernés le justifient ;
Constats : L'exploitant n'a procédé à aucune caractérisation des bennes destinées à l'enfouissement le jour de la visite et n'a rédigé aucun rapport de caractérisation annuel. Il ne dispose pas non plus d'attestation sur l'honneur ni de rapport annuel de caractérisation fournis par ces clients producteurs des déchets.
Observations : Observation n° 2022-06/4 : L'exploitant veillera à remettre avant le 30 juin 2022 à l'exploitant du centre d'enfouissement pour l'année 2022 puis chaque année, un rapport de caractérisation des déchets apportés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Justification obligations de tri avant élimination (hors SPL)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/09/2021, article R.541-48-4-I
Thème(s) : Risques chroniques, Installations de stockage et d'incinération
Prescription contrôlée : I- Les producteurs des déchets non dangereux qui ne sont pas pris en charge par le service public local de gestion des déchets ne peuvent faire procéder à leur élimination dans des installations de stockage et d'incinération de déchets non dangereux non inertes que s'ils justifient respecter les obligations de tri prescrites par les articles L. 541-21-1, L. 541-21-2, L. 541-21-2-1 et L. 541-21-2-2. A cette fin, est transmise chaque année à l'exploitant de l'installation une attestation sur l'honneur signée par les représentants légaux des producteurs de déchets concernés comprenant : 1° La liste de leurs obligations de tri ; 2° La description des éléments de nature à démontrer le respect de ces obligations et notamment la liste des collectes séparées mises en place et les consignes de tri associées. L'attestation sur l'honneur du producteur de déchets est transmise, préalablement à la réception de tout déchet pour l'année en cours, par ce producteur ou, lorsque les déchets sont apportés à l'installation par un autre détenteur que celui-ci, par ce dernier.
Constats : L'exploitant ne dispose et ne transfère aucune attestation sur l'honneur des producteurs de déchets qu'il collecte en vue d'une élimination aux centres d'éliminations qu'il utilise.
Observations : Observation n° 2022-06/5: L'exploitant veillera à se procurer les attestations sur l'honneur des producteurs de déchets qu'il collecte en vue d'une élimination, et les transmettre aux centres d'éliminations qu'il utilise au plus tard le 30 juin 2022, puis avant toute expédition pour tout nouveau client après cette date.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Installations autorisées

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/12/2018, article 1
Thème(s) : Situation administrative, ICPE déchets
Prescription contrôlée : Liste des rubriques, capacités et régimes ICPE régulièrement déclarés, enregistrés et/ou autorisés.
Constats : L'inspection a constaté : <ul style="list-style-type: none">- que l'exploitant procède à des opérations de tri, transit, regroupement de déchets industriels banals (DIB) en mélange qui ne sont pas composés exclusivement de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois mais également de déchets en provenance de chantier du BTP (gravat, plâtre...). Le volume constaté (estimé à 2 000 m³) est supérieur au seuil de 1000 m³ du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2716,- la présence d'un mélange de palettes, bois (de déconstruction, mobilier), fraction ligneuses de déchets verts qui ne peut être valorisé que par une unité d'incinération (rubrique 2771 pour la co-incinération) et non dans une installation de combustion (rubrique 2910) ne s'agissant pas exclusivement de biomasse . L'exploitant déclare ne plus pratiquer d'opération de broyage de bois pour alimenter des installations de combustion, mais évacue vers un centre de préparation,- que le volume total de déchets de bois, estimé par l'exploitant à 900 t soit près de 6 000 m³, et de plastiques, estimé à 1000 m³, est supérieur au seuil de la déclaration de la rubrique 2714, fixé à 1 000 m³. Le site passe du régime de la déclaration à l'enregistrement,- la présence d'une nouvelle unité mobile de criblage de déchets, activité similaire au broyage de déchets de bois et matières plastiques relevant de la rubrique 2791 déjà autorisée. <p>Écart réglementaire majeur n°2022-06/2 : le fait d'exercer des opérations de tri, transit, regroupement :</p> <ul style="list-style-type: none">• de DIB en mélange dont le volume estimé à 2 000 m³ est supérieur au seuil de 1 000 m³ relève du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2716 de la nomenclature des installations classées (ICPE),• de déchets de bois et plastique dont le volume estimé à 7 000 m³ est supérieur au seuil de 1 000 m³ relève du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2714 de la nomenclature des ICPE, <p>et doivent faire l'objet d'un enregistrement préalable.</p> <p>L'inspection propose à monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant de régulariser la situation administrative de son site au titre des rubriques 2714 et 2716 :</p> <ul style="list-style-type: none">-soit en déposant, conformément à l'article 1.5.1 de l'arrêté du 5 mars 1997 modifié, un porter-à-connaissance (PAC) de régularisation des installations, accompagné du Cerfa de demande d'examen au cas par cas n° 14734*03 dûment renseigné pour que l'inspection puisse statuer si cette modification est susceptible d'avoir des impacts notables sur l'environnement (et donc de relever d'une évaluation environnementale). Le PAC devra également mettre à jour les conditions d'exploitation du site et également préciser les mesures prises pour protéger les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;-soit en réduisant au régime de déclaration l'activité de tri, transit, regroupement de déchets industriels banals (DIB) en mélange relevant de la rubrique 2716, et en procédant à leur évacuation vers les filières dûment autorisées de façon à ne pas en stocker un volume supérieur ou égal à 1000 m³ ainsi que les déchets de caoutchoucs, plastiques et de bois de façon à ne pas en stocker un volume supérieur ou égal à 1 000 m³. <p>Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté de mise en demeure, l'exploitant fera connaître laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure,- dans le cas où il opte pour la cessation de l'activité au titre de la rubrique 2716 et à l'évacuation des déchets de caoutchoucs, plastiques et bois, celles-ci devront être effectives dans les trois mois (à compter de la date de notification du présent arrêté de mise en demeure),-dans le cas où il opte pour le dépôt de dossier de modification, celui-ci doit être réalisé dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté de mise en demeure.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier

Nom du point de contrôle : Installations autorisées

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/12/2018, article 1
Thème(s) : Situation administrative, ICPE déchets
Prescription contrôlée : Liste des rubriques, capacités et régimes ICPE régulièrement déclarés, enregistrés et/ou autorisés.
Constats : L'inspection a constaté : <ul style="list-style-type: none">- la présence de déchets de sciures de bois, plastique de type Akilux, textiles, DIB destinés à l'élimination , semblant être sur le site depuis plus d'un an et qui relèveraient d'un classement en installation de stockage de déchets sous la rubrique 2760 de la nomenclature mais qui n'est pas compatible avec les orientations fixées par le SRADDET Normandie.- que l'exploitant étend son activité sur une parcelle voisine hors périmètre de ses installations classées autorisées. Selon l'exploitant, le terrain est loué à la commune, et servira uniquement à entreposer ses bennes vides pour améliorer sa logistique. <p>Demande 2022-06/2: L'exploitant évacuera au plus tard sous un délai de 3 mois, les déchets (de sciures de bois, plastique type Akilux, textiles, DIB) présents depuis plus d'un an sur site dont les bordereaux suivi de déchets et/ou bons d'enlèvement seront transmis à l'inspection.</p>
Observations : Observation n° 2022-06/6 : L'exploitant transmettra à l'inspection, au plus tard sous un délai d'un mois , une copie du bail établi avec la commune.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyen de lutte contre un incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2007, article 7.4.3
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
Prescription contrôlée : L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : <ul style="list-style-type: none">- une pompe assurant un débit de 200 m³/h, reliée à une réserve d'eau de 180 m³,- deux RIA (Robinetts d'incendie Armés), des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant un risque spécifique, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés, d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours, de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours, <p>Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.</p>
Constats : L'inspection constate lors de la visite : <ul style="list-style-type: none">- l'absence de contrôle annuel des extincteurs depuis au moins l'année 2019,- l'absence de RIA en état de fonctionnement,- que la réserve d'eau incendie de 180 m³ est vide, dans l'attente de réalisation des travaux en cours sur le débourbeur/déshuileur,- deux bâches souples (vides) en cours d'installation sur un terrain à proximité du site. <p>Par courriels du 13 et 31 mai 2022, l'exploitant a transmis à l'inspection une photographie de deux bâches souples (réserve incendie) remplies d'eau situées sur la parcelle voisine aux installations et un extrait de son registre de sécurité où il est mentionné le contrôle des extincteurs effectué le 25 mai 2022 sur le site. .</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant n'a pas justifié à l'inspection que ces moyens, et en particulier le besoin en eau, sont suffisants pour faire face à l'augmentation des quantités de déchets entreposés.</p> <p>L'exploitant ne dispose pas de l'ensemble des moyens suffisants à la lutte contre un incendie.</p> <p>Écart réglementaire majeur n° 2022-06/ 3 : le fait de ne pas vérifier les extincteurs et RIA du site annuellement et de ne pas disposer d'une réserve d'eau de 180 m³ pour lutter contre un incendie constitue une non-conformité à l'article 7.4.3 de l'arrêté préfectoral du 5 mars 1997 modifié.</p> <p>L'inspection propose à monsieur le préfet de Seine-Maritime de mettre en demeure l'exploitant de respecter l'article 7.4.3 de l'arrêté préfectoral du 5 mars 1997 modifié au plus tard sous un délai d'un mois en se dotant de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conforme au norme en vigueur.</p>
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Installations electriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2007, article 7.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, installation électrique
Prescription contrôlée : Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables et notamment conformément au décret 88.1056 du 14 novembre 1998. L'isolement des conducteurs électriques sera mesuré par un technicien compétent. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en. permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. Un interrupteur général, bien signalé permettant de couper l'énergie électrique en cas d'intervention des sapeurs- pompiers doit être installer à proximité d'une sortie.
Constats : Lors de la visite, l'inspection constate que l'exploitant a engagé une mise au norme de ses installations électriques mais n'est pas en mesure de présenter le dernier rapport de vérification de ses installations électriques. Demande n° 2022-06/3 : L'exploitant transmettra à l'inspection, au plus tard sous un délai de 15 jours, le rapport de vérification des installations électriques de 2022, à défaut le dernier rapport de contrôle effectué sur le site.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : collecte des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2007, article 4.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, rejets aqueux
Prescription contrôlée : Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement. Les rejets directs ou indirects d'effluents pollués dans la nappe d'eau souterraine sont interdits. Les eaux souillées provenant des différentes aires extérieures de stockage de déchets et des zones de circulation sont traitées par débourbeur-déshuileur, avant de rejoindre le bassin de rétention des eaux pluviales de 180 m ³ , puis le réseau d'épandage du site. Elles ne doivent pas contenir plus de 5 mg/l d'hydrocarbures. Par ailleurs, l'inspection des installations classées peut à tout moment demander la réalisation : inopinée ou non, de prélèvements et analyses d'effluents liquides par un organisme agréé. Les frais occasionnés sont à la charge de l'exploitant.
Constats : Lors de la visite, l'inspection constate que les travaux de collecte et de traitement des effluents ne sont pas finalisés. Le nouveau débourbeur/déshuileur est livré mais pas encore installé depuis mars 2022. L'exploitant n'a toujours pas procédé à la mise en conformité du dispositif de collecte des eaux pluviales malgré les demandes de l'inspection. Écart réglementaire majeur n° 2022-06/ 4 : le fait de ne pas disposer d'un dispositif de collecte et traitement des eaux pluviales susceptibles d'être polluées par ruissellement sur la dalle constitue une non conformité à l'article 4.3.2 de l'arrêté préfectoral du 5 mars 1997 modifié. L'inspection propose à monsieur le préfet de Seine-Maritime de mettre en demeure l'exploitant de respecter l'article 4.3.2 de l'arrêté préfectoral du 5 mars 1997 modifié au plus tard dans un délai d'un mois en installant un dispositif de traitement type débourbeur/déshuileur des eaux souillées avant rejet dans le milieu naturel.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2012, article 1
Thème(s) : Autre, garanties financières
Prescription contrôlée : Article 1 : Les installations classées soumises à autorisation mentionnées au 5° de l'article R. 516-1 du même code et les installations classées de transit, regroupement, tri ou traitement de déchets soumises au régime d'autorisation, y compris au régime d'autorisation simplifié, mentionnées au 5° de l'article R. 516-1 du même code pour lesquelles l'obligation de constitution de garanties financières démarre au 1er juillet 2012 sont les installations listées en annexe I du présent arrêté. Article R.516-1 du CE : Sans préjudice des dispositions prévues aux articles L. 516-1, L. 516-2 et L. 512-18, l'obligation de constitution de garanties financières ne s'applique pas aux installations mentionnées au 5° lorsque le montant de ces garanties financières, établi en application de l'arrêté mentionné au 5° du IV de l'article R. 516-2, est inférieur à 100 000 €.
Constats : Lors de la visite, l'inspection constate que la quantité de déchets en attente d'élimination ou d'incinération présente sur site est de nature à remettre en cause le montant de la garantie financière calculée en 2014 par l'exploitant, évalué à 66 918 €. L'inspection évalue à plus de 100 000 euros le montant nécessaire à la seule évacuation des déchets dépassant les capacités autorisées du site. Demande n°2022-06/4 : L'exploitant recalculera et transmettra à l'inspection au plus tard sous un délai d'un mois, le montant des garanties financières relatives à la mise en sécurité du site en cas de cessation d'activité au vu des stocks de déchets constatés le jour de la visite.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet